

GOUVERNER L'ÉDUCATION PAR LE « BENCHMARKING » EN EUROPE

Magali Ballatore
magali.ballatore@univ-amu.fr

La politique européenne en matière d'éducation actuelle repose sur les principes suivants :

**Subsidiarité,
Convergence,
Stratégie,
Réseaux**

Les États membres restent responsables de leur système d'éducation. L'Union européenne n'intervient ni dans les contenus des programmes d'enseignement, ni dans l'organisation du système éducatif.

L'Union européenne favorise la convergence du travail des États membres en matière d'enseignement à **l'aide d'une MOC-**

Cette méthode délaisse ainsi l'exercice d'une contrainte juridique au profit d'une pression par les pairs (*peer pressure*).

L'analyse des politiques éducatives européenne....

Adoption de toute une série d'actes communautaires :

- décisions,
- recommandations,
- résolutions, etc.

bien que sans valeur juridique contraignante- ont une prise directe ou indirecte sur les affaires éducatives des états membres.

- Nécessité d'interroger la pertinence de l'État-nation comme espace de décision en matière d'éducation, étant donné la multiplication des niveaux de pouvoir entre le local et le global.

La politique de l'Union européenne en matière éducative est mise en œuvre par la Commission européenne à travers la **Direction Générale de l'éducation et de la culture**.

Nous allons voir dans cette communication que la formation professionnelle, puis enseignement supérieur et enfin « l'école », petit à petit, vont devenir des enjeux majeurs, mais qu'ils ne l'ont pas toujours été.

La période qui voit naître le traité de Rome en 1957, ne mentionnait, à l'époque, aucun article relatif à l'éducation. Les préoccupations ne concernaient que la formation professionnelle de manière à « favoriser un développement harmonieux des économies nationales et du marché commun » (Article 128 du traité).

Depuis les instances communautaires ont commencé à intervenir en matière d'éducation, à travers une stratégie politique «indirecte».

Il s'agit, d'une part,

- de **construire des catégories de pensée, d'organiser des langages**, de montrer des solutions qui deviendront des schémas dominants pour approcher les problèmes éducatifs;

et, d'autre part,

- **d'agir sur un ensemble de champs (l'emploi, la formation, les qualifications, etc.)** qui entraînent des reconfigurations du système éducatif.

La politique éducative européenne **a été légitimée, au début, par une sorte de prolongement des actions prises dans le champ de la formation professionnelle**, ce qui a renfermé l'éducation à l'intérieur d'une définition restreinte.

Première perversion: la surdétermination de l'éducation par le contexte économique et par le monde du travail.

La deuxième perversion tient à la mise sur pied par l'Union Européenne, dans les faits, **d'une politique qui cherche à se rendre invisible.**

C'est une politique gênée:

Situation de «semi-clandestinité légale» (Frediani, 1992) vécue par la Communauté dans le domaine de l'éducation a empêché l'instauration d'un véritable débat.

Fortement basées sur une logique des experts, et partant d'une rationalité technique- **valorisation des stratégies adaptatives et normatives** au détriment d'une attitude proprement politique.

Politique qui préfère « l'égalité des chances » à « l'égalité des places », avec tout ce que ça implique comme effets collatéraux (Dubet, 2010). Les valeurs mises en avant sont celles de la méritocratie, de la mobilité, de la performance.

***Dans un premier temps**, ce sont en réalité des transformations nationales, en Angleterre, qui vont inspirer l'Europe sur les chemins à emprunter.

Dans la vague des réformes néo-libérales anglaises -élaboration d'un référentiel national des qualifications, qui poursuit la double idée :

- 1) de réunir, dans un même cadre, formation initiale et continue, et
- 2) de se donner des indicateurs de performance associés à la maîtrise des qualifications.

Cette réforme inspirera l'Europe dans sa publication d'une note 'Teaching and Learning. Towards the Learning Society' (1995), qui indique l'importance de se doter de tels cadres au niveau européen, permettant de la sorte une validation flexible des compétences acquises tout au long de la vie, et une circulation plus fluide du « **capital humain** » sur le marché du travail.

*Si l'inspiration première est donc clairement néo-libérale, on peut repérer, **à travers le second temps de** développement de la stratégie européenne+ **la stratégie de Lisbonne (2000)**, une autre source d'inspiration, venue des pays du nord de l'Europe.



Possibilité de réconcilier et combiner une stratégie centrée sur le développement de la compétitivité (à travers une « économie de la connaissance » à « haute valeur ajoutée ») avec un investissement fort (et tout au long de la vie) dans l'éducation, source d'une protection sociale élevée pour tous?

Les années 2000 verront ainsi le développement d'instruments divers au niveau européen concrétisant cette stratégie, fondée donc sur un **double pilier normatif** :

1. Pilier néo-libéral reposant sur une thèse adéquationniste.
1. Pilier « socio-démocrate » valorisant un investissement fort de l'état dans les institutions favorisant la cohésion sociale, tout au long de la vie.

L'enseignement supérieur a fait l'objet d'actions systématiques....

La Commission européenne accorde une attention toute particulière à la mobilité.

S. Croché - reformulation des politiques de l'enseignement supérieur et la transformation de la vision de la société sur les universités et plus généralement sur l'éducation.

La commission est devenue l'artisan majeur de l'europanisation du pilotage de l'enseignement supérieur, dans un domaine qui était de compétence exclusivement nationale- réorganisation des systèmes universitaires dans l'économie de la connaissance européenne. De nombreux ouvrages nous renvoient aussi aux Etats-Unis, de là où, selon Sarah Croché, nous avons **importé les nouvelles bases d'un système de pensée du supérieur qui fait la part belle à la concurrence et à l'évaluation.**

MAGALI
BALLATORE

ERASMUS
et la mobilité
des jeunes Européens

puf



LE PROCESSUS DE BOLOGNE

Bien que la **poursuite de l'excellence** ne soit pas une nouveauté dans l'ES, **la formulation et la mise en place de politiques publiques explicitement dédiées à cette « cause »** est un fait relativement récent.

Ces politiques apparaissent tout d'abord en Angleterre dans les années 80 et se diffusent un peu partout en Europe à partir des années 2000, années où la Commission deviendra l'acteur principal du processus de Bologne. **Il en résulte qu'aujourd'hui, dans n'importe quel système d'ES européen, ce qui est défini comme « excellent » ne peut plus l'être en dehors d'un cadre « comparativo-compétitif » international.**

Mais comment comparer nationalement et internationalement des institutions aux statuts, aux missions, aux réglementations, à la taille, à la maîtrise des ressources, etc. si différentes ?

L'Union européenne a adopté il y a une décennie **le cadre stratégique Éducation et formation 2020** qui avait pour objectif d'offrir aux individus la possibilité d'accéder dans toute l'Europe à un processus d'apprentissage dynamique à toutes les étapes de leur vie.

Nous allons nous intéresser ici **aux indicateurs choisis et à quelques résultats**, de la petite enfance à la formation professionnelle des adultes, en passant par l'enseignement supérieur et à ce cadre qui a été conçu de manière à couvrir tous les **contextes d'apprentissage: formel, non formel et informel**.

Quatre objectifs communs:

1. faire de la **mobilité** et de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité;
2. améliorer la **qualité** et l'**efficacité** de l'éducation et de la formation;
3. favoriser l'**équité**, la cohésion sociale et la citoyenneté active;
4. encourager la **créativité** et l'innovation, y compris l'esprit d'entreprise, à tous les niveaux de l'éducation et de la formation.

Des INDICATEURS: des objectifs chiffrés à atteindre, au niveau européen ; ont été édictés:

- au moins **95 %** des enfants devraient participer à l'enseignement **préscolaire**;
- la proportion de jeunes de 15 ans ayant une **maîtrise insuffisante de la lecture**, des mathématiques et des sciences devrait être **inférieure à 15 %**;
- la proportion de jeunes de 18 à 24 ans ayant **quitté prématurément** le système d'éducation et de formation devrait être **inférieure à 10 %**;
- au moins **40 % des personnes âgées de 30 à 34 ans devraient être diplômées de l'enseignement supérieur**;
- au moins **15 %** des adultes devraient participer à des activités **d'apprentissage**;
- au moins **20 % des diplômés de l'enseignement supérieur et 6 % des 18-34 ans disposant d'une qualification professionnelle initiale** devraient avoir effectué une partie de leurs études ou de leur formation à l'étranger;
- le **taux d'emploi** des diplômés (les personnes entre 20 et 34 ans ayant au minimum un niveau d'enseignement secondaire de deuxième cycle et ayant terminé leurs études depuis moins de trois ans) devrait atteindre au **moins 82 %**.

Mis en œuvre:

- des groupes de travail composés **d'experts**
- des activités d'apprentissage par les **pairs** (AAP) organisées par un État membre
- des examens par les pairs sur un enjeu national spécifique;
- des échanges de conseils entre pairs, pour concevoir ou mettre en œuvre une politique en réponse à un enjeu national;
- le suivi de l'éducation et de la formation présente chaque année les progrès accomplis par les États membres dans la réalisation des objectifs et **des critères de référence du cadre «Éducation et formation 2020»**.
- des approches et outils de référence
- des activités de coopération et de consultation avec les parties concernées, y compris la société civile, les entreprises et les partenaires sociaux, telles que le sommet européen sur l'éducation et le forum «Éducation, formation et jeunesse»;
- le financement d'actions de soutien et de projets innovants dans le cadre du **programme Erasmus+**.

Education in the EU

(for the EU-28 in 2018)



2020 target:
10 %

Early leavers from education and training

10.6 % of population aged 18 to 24
(– 4.1 pp since 2008)



... by sex

3.3 pp gender gap to the disadvantage of men
(– 0.7 pp since 2008)



... by country of birth

20.7 % of 18 to 24 year olds born outside EU-28
(– 8.9 pp since 2008)



2020 target:
40 %

Tertiary educational attainment

40.7 % of population aged 30 to 34
(+ 9.6 pp since 2008)



... by sex

10.1 pp gender gap to the disadvantage of men
(+ 3.8 pp since 2008)



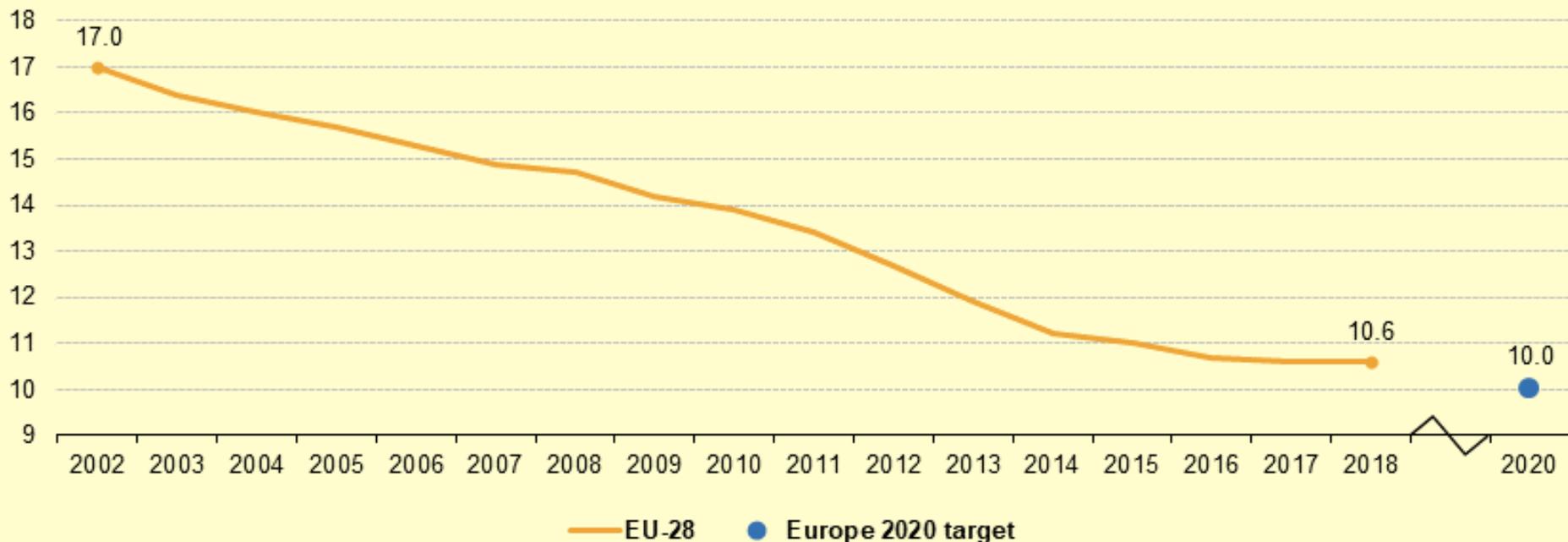
... by country of birth

35.8 % of 30 to 34 year olds born outside EU-28
(+ 10.0 pp since 2008)

Les jeunes qui quittent prématurément l'école

Early leavers from education and training, EU-28, 2002-2018

(% of the population aged 18-24)



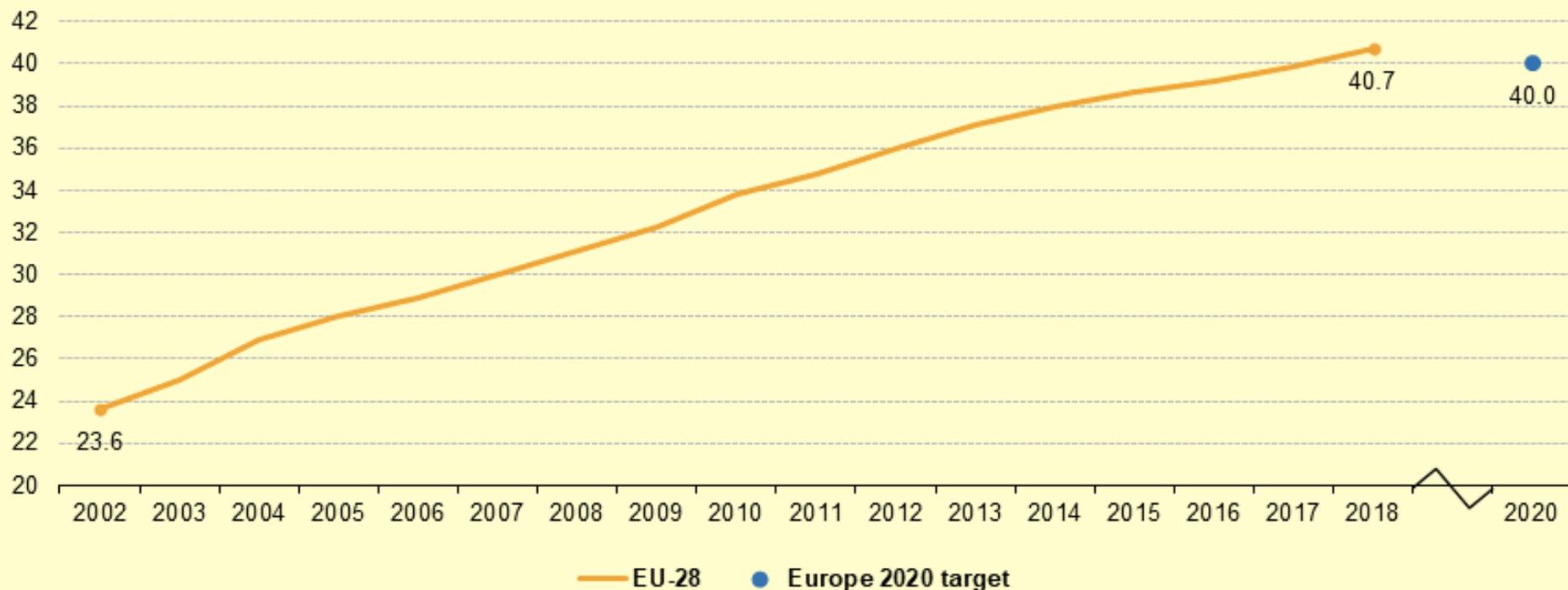
Note: Breaks in time series in 2003, 2006 and 2014.

Source: Eurostat (online data code: t2020_40)

L'éducation de 3^{ème} cycle

Tertiary educational attainment, EU-28, 2002-2018

(% of the population aged 30-34)



Note: Break in time series in 2014 (switch from ISCED 1997 to ISCED 2011).

Source: Eurostat (online data code: t2020_41)

La presse...

Agenzia ANSA: Istat: in Italia solo il 20,1% di laureati contro il 32,8% Ue.



ANSA.IT

Istat: in Italia solo il 20,1% di laureati contro il 32,8% Ue - Cronaca

E il 62,9% di diplomati contro il 79% dell'Europa. Cresce il divario sui livelli di is...

...sur le programme Erasmus

- ⊙ ***Une minorité statistique***
- ⊙ *Un principe de réciprocité non respecté*
- ⊙ *Des affinités sélectives entre des pays et des universités*
- ⊙ Une internationalisation qui va souvent de pair avec une sélection plus forte
- ⊙ En moyenne, un groupe social qui possède beaucoup de ressources et d'avantages sociaux: un passé migratoire riche, un parcours scolaire si ce n'est brillant au moins rapide...
- ⊙ *A l'étranger: un séjour d'études avant tout!*
- ⊙ *Une sociabilité conformiste, des regroupements par nationalités plus ou moins improbables*
- ⊙ *Au retour: des projets nationalement différenciés*
- ⊙

Quelques chiffres

- 20% en mobilité, loin d'être atteint! 10% initial toujours pas atteint... et même s'il l'était cela signifie que 80% (donc une large majorité) ne le sont pas.

Quid des différences d'objectifs entre ES et formation pro!

- 2% de la population étudiante mondiale rentre dans la catégorie des étudiants en mobilité (étudier dans un pays dont on n'est pas résident et avoir fait ses études antérieures dans un autre pays)
- 3% à 6% des diplômés obtiennent leur premier emploi à l'étranger
- 10% à 12% pour les 3ème cycles scientifiques et Grandes Ecoles (Lemistre et Magrini, 2010, p. 64)

L'enjeu n'est pas d'intégrer les systèmes nationaux d'éducation dans un espace supranational à l'instar du Marché unique, mais ainsi de les **engager dans une course à la compétitivité en confrontant les statistiques nationales à l'image de scores dans un palmarès.**

Cette « politique des indicateurs » « forme technique, apparemment neutre, comme l'indique Robert Salais, ne peut se confondre avec « une simple description relevant d'une démarche de connaissance » :

« l'emploi d'indicateurs résulte d'un choix qui doit être qualifié de politique, même s'il n'est pas assumé comme tel » [Salais, 2004]

+ Ces chiffres sont loin de refléter la complexité de la réalité sociale et éducative des pays européens - longue chaîne de traduction qui transforme la demande politique d'indicateurs, exprimée par des mots, en valeurs statistiques, c'est-à-dire en chiffres proprement européens.

Indicateurs complémentaire?

---- mettre au point un faisceau **d'indicateurs complémentaires sur les conditions d'étude et le bien être à l'école, sur** la mixité sociale, etc. car **les indicateurs choisis dans « Europe 2020 » disent peu sur la segmentation des systèmes éducatifs et sur les inégalités sociales et scolaires persistantes. Ils minimisent l'ampleur des inégalités au sein des pays et entre les pays.**

----- mettre sur la table les **questions de sous-encadrement, d'orientation différentielles, de dégradation des conditions d'étude, etc.** car une grande partie des obstacles que rencontrent les systèmes scolaires qui cherchent à élever le niveau de formation de la totalité des enfants dépend de causes extérieures à l'institution scolaire.

Conclusion

La caractéristique des **objectifs chiffrés de la stratégie Éducation et formation 2020** est d'avoir été à l'origine d'orientations qui passent sous silence les inégalités sociales, la segmentation interne des systèmes et qui affaiblissent certains modèles éducatifs coopératifs, les contraignant à se rapprocher d'un modèle dominant.

Dans ce contexte, la norme de comportement est appliquée le plus souvent pour elle-même, sans qu'il en soit attendu autre chose qu'une amélioration du capital réputationnel qui la met en œuvre.



MAGALI BALLATORE

ERASMUS et la mobilité des jeunes Européens



EERJ European Educational Research Journal

